

**VILLE ET DÉVELOPPEMENT : LE PARADOXE DE LA FRAUDE
DES HYDROCARBURES ET LES DÉFIS D'ADHÉSION
RÉFÉRENTIELLE DANS LA VILLE DE ZINDER AU NIGER**

Issoufou ISSA

Université de Zinder (Niger)

E-mail : yakoissa@gmail.com

Ali SANGARÉ

CNRST de Ouagadougou (Burkina-Faso)

E-mail : sangarealid@yahoo.fr

Younoussi ZOURKALEINI

Université de Zinder (Niger)

E-mail : zouryoung@gmail.com

Résumé : Cet article fait l'état des lieux de la situation de la fraude des hydrocarbures dans la ville de Zinder au Niger. La méthodologie utilisée pour parvenir à ces résultats est duelle : les approches qualitative et quantitative sont triangulées. Les outils de collecte des données utilisés sont les guides d'entretiens, l'observation et les questionnaires. L'objectif de cette étude est de montrer les enjeux que couvre cette activité malgré l'interdiction de la vente illicite par les autorités. Les résultats de cette recherche montrent que les acteurs impliqués notamment les vendeurs et les vendeuses, les transporteurs et transporteuses et les consommateurs et consommatrices défient les autorités. Cette défiance met l'état dans un dilemme ou dans une situation de laisser-aller. En effet, les acteurs et les actrices considèrent les risques liés à la fraude des hydrocarbures obsolètes au point où ils ou elles ne craignent ni les sanctions prévues par la loi, ni la mort supposée être le dernier degré de tout risque. Cette impasse fait croire à ces acteurs et actrices et citoyennes que le développement d'un pays passe inévitablement par l'augmentation des revenus des citoyens et citoyennes.

Mots-clés : Ville de Zinder, fraude des hydrocarbures, adhésion référentielle, développement.

Abstract: The study depicts the accurate situation of hydrocarbon fraud in Zinder town in Niger Republic. This situation in the region have been source of irritants in the town which call for government attention to address this ugly situation which was greatly affected people to migrate to other towns for greener pasture. The main objective pursued through this analysis is to show the challenges that the activities cover despite the government policy on this illegal involvement of migrants and indigenou people in the study

area. Thus, the results of this research show that the actors engaged in this fraud are most especially, the settlers, the oil carriers and the settlers and the consumers. The data collated revealed the challenges of hydrocarbon menace and government worry in the study area. The study will employ primary and secondary data to elicit information. The primary sources will involve structural questionnaires and in depth interviews from urban and rural dwellers while the secondary data will be sourced through texts, articles, journals to compliment data from questionnaire and interview sources. Data collected will be analyzed using descriptive and content analysis in the light of this the structured questionnaire alongside with the in depth interview will be carefully evaluated to read line between the lines to provide an accurate account of the subject of enquiry.

Keywords: Zinder town, fraud, hydrocarbons, referential membership, development.

Introduction

La souveraineté de l'État passe indubitablement par ses capacités de contrôle de son territoire et de ses forces à asseoir une adhésion référentielle aux normes collectives. Ce rôle ultime de l'État le met en interaction avec les citoyens et les citoyennes qui y vivent. Au Niger, la fraude des hydrocarbures fait partie des actualités qui occupent les interventions de l'État dans un contexte marqué par la marche vers le développement durable (Issa, 2018). Le rapport entre les citoyens et les citoyennes et l'État au Niger nécessite des réflexions sur la nature de ce partenariat et celui de l'établissement d'arrangements politiques durables. Le progrès enregistré en matière d'exploitation de pétrole à partir de 2011 révèle la défaillance de l'État nigérien à mettre fin à la fraude des hydrocarbures malgré la création de la Société Nigérienne de Raffinage de Zinder (SORAZ). Les complicités populaires créent des nouvelles règles en vue de protéger ce qui est considéré, à l'égard de la population selon la terminologie de Borlandi et al. (2005) comme un « bien collectif » : la fraude des hydrocarbures.

La présente recherche portant sur « *le paradoxe de la fraude des hydrocarbures et défis d'adhésion référentielle dans la ville de Zinder au Niger* » prend appui du constat sur la vente abusive, des hydrocarbures, qui s'est fortement amplifiée ces dernières années au Niger et à Zinder tout particulièrement. Cette activité illicite, selon la loi du pays, implique un ensemble d'acteurs, qui pour comprendre les causes profondes et l'implication de cette fraude, il faudrait aller dans le sens d'un travail scientifique plus large et approfondi. Il faut aussi retenir que la fraude des hydrocarbures à Zinder

a déjà créé une sorte de rationalité relative tant au niveau des fraudeurs et fraudeuses qu'au niveau des consommateurs et consommatrices qui considèrent comme normale cette activité. Mais pourquoi ? La réponse est difficile à l'étape actuelle de ce travail de recherche, mais déjà cette impasse met l'État dans une situation de dilemme (Issa, 2018) : interdire la fraude ou la laisser. C'est pourquoi, à travers la problématique et la méthodologie qui suivent l'objectif de cet article est d'étudier la logique des acteurs face à la pratique de la fraude des hydrocarbures.

1. La problématique de la recherche

Pour mieux comprendre les enjeux socioéconomiques de la commercialisation des hydrocarbures dans la région de Zinder, il faut placer la problématique dans le contexte historique et actuel de la pratique de l'activité. En effet, la commercialisation des hydrocarbures au Niger date de longtemps car l'histoire a évolué avec le processus de l'indépendance du Niger.

Il n'existe pas une grande littérature en matière de commercialisation des hydrocarbures concernant le Niger, mais des études comme celle de Caupin 1997 ayant porté sur « *Le flux des hydrocarbures entre le Niger et le Nigéria : formes, estimations et impacts sur l'économie* » ont sommairement laissé comprendre que la commercialisation des hydrocarbures au Niger date depuis l'indépendance, et la responsabilité d'approvisionnement et des distributions des produits pétroliers jusqu'aux consommateurs et consommatrices finaux étaient assurés par des compagnies privées. Cependant, à partir de 1975, ces compagnies privées ne couvrent plus le circuit d'approvisionnement. Les deux pays par lesquels transitent les hydrocarbures achetés par les nigériens, le Bénin et le Nigéria ont mis en place des sociétés nationales exerçant le monopole d'approvisionnement. C'est ainsi, en 1977, l'ordonnance du 20 janvier de la même année crée la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP). La loi n'accorde pas à la SONIDEP le monopole de l'approvisionnement en hydrocarbures. Néanmoins, elle stipule que si d'autres sociétés veulent se livrer à ces activités, elles doivent s'assurer de la collaboration de la SONIDEP.

À partir de 1980, la commercialisation officielle des hydrocarbures a considérablement chuté car par l'intermédiaire de la SONIDEP, l'Etat nigérien a initié deux autres types de licences d'importations : les licences vente libres et les licences d'importations SONIDEP. Les premières consistent à l'octroi par le ministère du commerce de façon tout à fait discrétionnaire l'autorisation d'importations des hydrocarbures aux commerçants et commerçantes sur le territoire nigérien. Ce système a un double avantage : les commerçants et les commerçantes ont la possibilité soit

de passer par la voie officielle de la SONIDEP, soit de vendre les hydrocarbures de façon libre. Les licences d'importations SONIDEP sont accordées aux commerçants nigériens et commerçantes nigériennes par la SONIDEP et permettent à celle-ci et à l'Etat nigérien de bénéficier indirectement de la subvention nigérienne. Dans les deux cas de système d'importations, les activités oscillent entre le licite et l'illicite. La SONIDEP se trouve dans une situation où l'approvisionnement par le Benin et le Togo lui coûte extrêmement cher et le Nigéria exige un règlement en dollars à partir des années 1990. C'est ainsi, à partir de cette période s'est développée une autre tradition de commercialisation des hydrocarbures que BASTID et DEMUMIEUX (1976) appellent « *trafic des fourmis* » dont la description ressemble aux activités de commercialisation des hydrocarbures telles qu'elles sont pratiquées dans les villes frontalières notamment à Konni, Maradi et Zinder. C'est dans cette perspective que la présente recherche vise à découvrir à travers une analyse qualitative et quantitative, les enjeux de la persistance dans la pratique de cette activité.

2. La méthodologie

Dans cette recherche, deux approches méthodologiques sont utilisées : l'approche qualitative et l'approche quantitative. La première fait appel à l'enquête à travers des guides d'entretiens adressés aux responsables hommes et femmes de la SONIDEP (Société nigérienne des produits pétroliers), de la SORAZ (Société de raffinage de Zinder), aux vendeurs et vendeuses grossistes, aux autorités administratives et coutumières et aux agents de contrôle (Douaniers, policiers, gendarmes). Au total 29 acteurs et actrices cités sont concernés (ées) par cette enquête. Pour ce qui est de l'approche quantitative, deux questionnaires sont utilisés pour la collecte des données. Ils ont été adressés à l'endroit des vendeurs et vendeuses des hydrocarbures et des consommateurs et consommatrices. Au total 300 personnes sont enquêtées. Cette combinaison des méthodes consiste pour l'essentiel en la superposition de plusieurs perspectives. En effet, la triangulation de ces deux approches fait appel d'abord à la conjonction théorique où le modèle causal fait généralement référence aux analyses statistiques (dans la perspective de Durkheim) et la théorie du changement social (dans la perspective d'Olivier de Sardan) fait appel à l'analyse qualitative. Outre les combinaisons théoriques, les outils de collecte des données sont variés (guides d'entretien, questionnaires) et tous consistent à analyser conjointement le phénomène de la fraude dans la ville de Zinder. Au cours de l'analyse et de l'interprétation, les données statistiques sont appuyées par les données qualitatives généralement traduites sous forme de verbatim. Dans certains cas, la triangulation est perceptible dans l'analyse de contenu. Ainsi, l'observation

(souvent permet la prise des photos) a joué un rôle dans la vérification des données statistiques et les opinions exprimées par les personnes ressources. La démarche dans l'étude du phénomène de la fraude des hydrocarbures dans la ville de Zinder s'articule alors autour de l'enjeu essentiel de la combinaison des approches comme le précise Winter (1984, p.19) :

Au-delà de l'opposition factice entre qualitatif et quantitatif, ayant écarté l'illusion d'un « compris hybride » entre deux modes d'enquête hétérogènes, il s'agit de promouvoir des systèmes d'investigation dans lesquels chaque mode d'approche, chaque type d'investigation, garde sa spécificité mais valide à l'autre.

La complémentarité des domaines d'intelligibilité auxquels renvoient les deux (2) approches est mobilisée pour guider et enrichir le processus de la recherche. La démarche est alors séquentielle, les études qualitative et quantitative se succèdent de façon à renforcer les concepts et les résultats de cette recherche.

3. Les résultats de la recherche

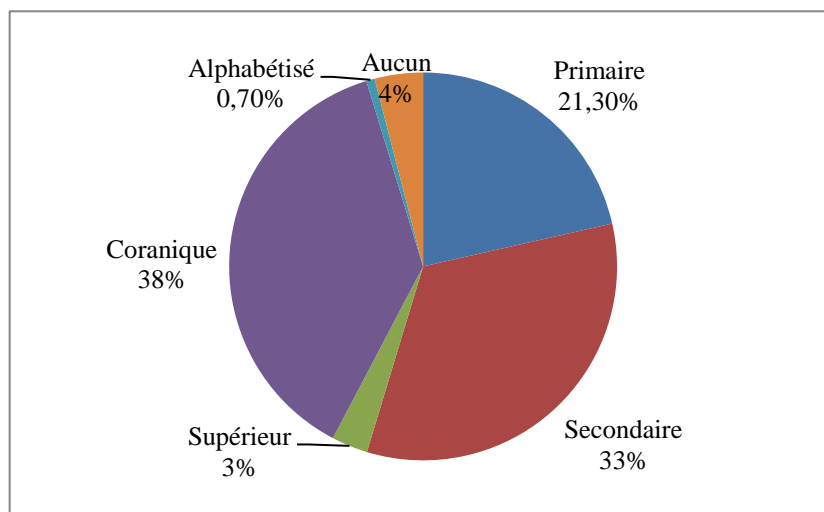
Les résultats de ce présent article se focalisent sur deux points : quelques caractéristiques des vendeurs et vendeuses des hydrocarbures et des consommateurs et consommatrices et les enjeux de la vente des hydrocarbures dans la ville de Zinder. Ces enjeux montrent les défis d'adhésion référentielle vis-à-vis de refus des consommateurs et consommatrices et des vendeurs et vendeuses de se conformer aux textes réglementaires

3.1. Les caractéristiques des vendeurs et des consommateurs des hydrocarbures à Zinder

L'analyse qui suit concerne quelques caractéristiques sociodémographiques des vendeurs des hydrocarbures et des consommateurs dans la ville de Zinder au Niger.

3.1.1. Qui sont les vendeurs et vendeuses des hydrocarbures à Zinder ?

Figure 1 : répartition des vendeurs et vendeuses selon le niveau d'instruction.



Source : données de terrain février 2019.

À la lecture de la figure 1 on voit bien que les vendeurs et les vendeuses regroupent pratiquement toutes les catégories de niveau d'instruction. À comparer à la configuration sociale de la société particulièrement à la population de la ville de Zinder, les résultats balisent toutes les catégories de niveau d'instruction. Parmi ceux qui entreprennent la commercialisation des hydrocarbures à Zinder, il existe des talibés ou marabouts qui se sont installés dans la ville de Zinder. L'étude coranique à Zinder est une activité spirituelle qui implique presque toutes les couches sociales à tel point que certaines personnes en font un métier (le maraboutage). Selon Grégoire (1992, p. 170) dans une étude portant sur l'encadrement et insertion des jeunes par les filières marchandes et religieuses au Niger « ces écoles coraniques constituent une première étape pour les jeunes migrants venus de brousse avant de s'intégrer ensuite dans le monde du travail, grâce aux diverses relations des marabouts, ou de consacrer, eux-aussi, leur vie à l'islam ». C'est cette catégorie des personnes qui a intégré la vente des hydrocarbures à Zinder à l'échelle de 38% de la population vendeuse. Ils ont intégré le marché car l'organisation des études à l'école coranique offre une flexibilité et une possibilité de choix de calendrier d'étude. Les horaires d'études peuvent être choisis en fonction de son calendrier d'activité. La nuit tout comme le jour, il existe toujours des possibilités d'étude pour ces talibés.

Une autre variable pas de moindre importance qui pousse les marabouts dans cette activité en dehors de la facilité d'intégration dans l'activité, est le manque d'alternative d'emploi qui les amène à se lancer dans une activité qui n'est pas régie par la loi. À un certain âge (généralement aux environs de 20 ans), on se responsabilise et on cherche le moyen de survie car la cloche de la vie active sonne. Or, les ressources disponibles dans la ville ne sont pas réparties de façon équitable (Gonçalves, 2017). On observe actuellement dans la ville de Zinder une tendance systématique à la privatisation de toutes formes d'accès à ces ressources comme prouvent les différentes manifestations des jeunes au cours desquelles ces derniers cherchent à combler cette insuffisance¹. L'informalité à travers la vente des hydrocarbures dans la ville de Zinder, devient alors une ressource urbaine. Les marabouts n'y manqueront pas d'en saisir l'occasion. C'est dans ce sens que Lefebvre (2006) parle de droit d'accéder à l'activité participative des citoyens à la construction de l'espace urbain. La vente des hydrocarbures devient de ce fait une ressource collective. « *Tous les moyens sont bons pour réussir* » dit un adage local. Contrairement aux acteurs et actrices qui n'ont aucun niveau d'instruction et qui hésitent d'embrasser la vente des hydrocarbures, le pourcentage des talibés et marabouts (38%) et importants à plus d'un titre.

La connaissance religieuse, notamment islamique, serait ici mise en valeur en récitant des versets de coran contre toute volonté de nuire à l'activité engagée. Les incantations spirituelles permettent de conjurer les malheurs (poursuites douanières, accidents de la route...) et crée un état d'esprit serein dans la pratique de l'activité de la fraude. La question de la croyance intervient avec force dans la légitimation de la fraude des hydrocarbures pratiquée par les acteurs qui savent lire le coran entier ou quelques versets qui servent à la protection divine. Dans ces conditions, il s'agit tout simplement d'une occasion, pour ces acteurs, qui consiste à rationaliser et à augmenter leurs stratégies et exprimer leur croyance. Le chemin religieux constitue donc un puissant élément de protection sous l'ombre duquel les acteurs fondent leur foi et leur croyance. Cette croyance est de ce fait un facilitateur qui réduit la méfiance vis-à-vis de la pratique de la fraude des hydrocarbures.

Parmi les vendeurs figurent des ex-élèves et des élèves garçons et filles en cours de scolarité du niveau secondaire qui tentent selon Lemieux

¹ Pendant la marche dite anti-Charlie de 2015 à Zinder, les manifestants ont perpétré des viols dans le commerce pour se procurer des ressources pouvant leur assurer une amélioration de leurs conditions de vie. Pourtant, les raisons de cette marche seraient fondées sur l'islam. La manifestation a eu lieu un vendredi après la grande prière.

(1990), « *l'insertion différée* ». Ils sont dans une sorte de socialisation par l'éducation et le travail. Ils représentent 33,30% des vendeurs détaillants et des vendeuses détaillantes et des vendeurs transporteurs et vendeuses transporteuses. On les retrouve tout au long du circuit de commercialisation des hydrocarbures à Zinder. Ces dernières années le système éducatif nigérien semble ne pas donner de l'espoir aux élèves garçons et filles et à leurs mères et pères du fait du non recrutement à la fonction publique et à la baisse du niveau favorisé par le passage automatique imposé dans l'enseignement de base. Le système secondaire toujours gardant le principe sélectif n'offre pas des possibilités à tous les élèves garçons et filles de poursuivre leurs études avec le renvoi massif. Les jeunes garçons et jeunes filles de niveau secondaire, en cours de scolarité ou pas cherchent alors un métier qui va leur assurer le tremplin ou la survie. Car comme le précise (Gonçalves, 2017, p.1) « *dans une époque de privatisation des ressources disponibles en ville, il est nécessaire de concevoir les ressources urbaines comme des biens communs et de comprendre les logiques qui régissent l'utilisation de ces ressources* ». Les élèves garçons et filles à défaut de l'école cherchent à comprendre les logiques de la vie urbaine et la stratégie de survie. On rencontre des élèves garçons et filles qui travaillent au compte des grands vendeurs et grandes vendeuses sous forme du système de « *placement* » ou de « *confiage* » en contrepartie d'une rémunération dérisoire. Mais l'évidence montre que ces pratiques ont des effets sur la scolarité des enfants qui n'arrivent malheureusement pas à faire la différence entre les avantages immédiats et lointains. Ils ne croient pas à cet investissement au sens économique selon lequel le capital éducatif est un stock. A ceux ayant un niveau d'instruction secondaire, on compte aussi des diplômés et diplômées universitaires (3,30%). Ils et elles exercent cette « *activité atypique* » (Jacquot & Balzani, 2010) sous forme « *d'insertion à défaut* » car la réalité est très loin de leurs projets professionnels. On rencontre le même scénario au Togo où des diplômés et les diplômées universitaires exercent la vente de l'essence frelatée (Amegna & Nanoini, 2017). La théorie du capital humain, tantôt évoquée, est une fois de plus contredite par les réalités de la ville de Zinder.

Pour les vendeurs et les vendeuses du niveau primaire (21,30%) et alphabétisés (0,7%), et ceux qui n'ont ni fréquenté l'école coranique, ni l'école moderne (aucun niveau), la compréhension de la logique de la vie est à peu près la même. Ils ont un niveau élémentaire qui ne leur permet pas de faire la distinction entre une activité qui comporte de risque et celle qui ne le comporte pas ou dont le risque est moindre. Évidemment les recherches ont montré que l'activité informelle est l'apanage des personnes sans qualifications professionnelles. La différence réside dans le fait que les

vendeurs et les vendeuses n'ayant ni fréquenté l'école coranique, ni l'école moderne (4%) et ceux qui sont alphabétisés (ées) (qui savent lire et écrire dans la langue maternelle) se caractérisent par une singularité de par leur réticence à s'engager dans une activité qui présente beaucoup de risque. Cette catégorie des personnes n'espérant rien de l'État n'ont d'autre choix que de créer les conditions de leur propre emploi, de leur auto-emploi et donc de leur propre subsistance. Ils et elles sont exclus (es) du système économique moderne et globalement de l'emploi salarié (Hauville & Echoppe, 1992). Cette catégorie des enquêtés (ées) se lancent dans la « débrouille » dans le secteur informel dont entre autres la vente frauduleuse des hydrocarbures qui serait l'espoir contre la galère de la ville. Ils sont sous pression des pesanteurs socio-culturelles qui conditionnent leurs comportements. Tous les jeunes garçons et filles qui n'ont pas, aujourd'hui, cette initiative se retrouvent véritablement en marge du processus d'intégration urbaine avec toutes les conséquences psychologiques pour les individus qui sont placés (ées) dans des situations pareilles et pour la cohésion de la société elle-même. A Zinder, ceux ou celles qui refusent une telle adaptation urbaine sont inévitablement dans la vie de « *fadas* » et « *palais* ». Cette vie de misère (celle de « *fadas* » et « *palais* ») de perpétration d'actes des violences tirent son origine dans le chômage chronique des jeunes garçons et filles qui n'acceptent pas toujours la « débrouille » dans la ville de Zinder.

3.1.2. Le statut professionnel des usagers et usagères et la consommation des hydrocarbures

Tableau 1 : Répartition des consommateurs et consommatrices par statuts professionnels selon la source d'approvisionnement.

		Source de consommation des hydrocarbures						Total
		A la station		auprès des détaillants		auprès des deux		
		Eff	Prop	Eff	Prop	Eff	Prop	
Statut professionnel des consommateurs et consommatrices	Fonctionnaires	6	25%	15	62,5%	3	12,5%	24
	Commerçants (es)	1	3,57%	21	75%	6	21,43%	28
	Paysans (nes)	1	16,66%	5	83,33%	0	0%	6
	Taxi-motos	3	5,88%	44	86,28%	4	7,84%	51
	Tricycles	0	0%	11	100%	0	0%	11
	Autres	1	3,34%	24	80%	5	16,66%	30
Total		12	8%	120	80%	18	12%	150

Source : données de terrain février 2019.

Les résultats du tableau montrent que toutes les catégories socio-professionnelles sont concernées par la consommation des hydrocarbures fraudés. En effet, les consommateurs et les consommatrices sont la deuxième

catégorie des fraudeurs et fraudeuses après les vendeurs et les vendeuses. Ils ou elles font partie de la principale population de cette recherche. Les catégories socio-professionnelles ne retracent que les principaux usagers et usagères des engins dans la ville de Zinder. À part les fonctionnaires (6 sur 15) qui prouvent une légère tendance à consommer les hydrocarbures à la station, les autres usagers et usagères consomment presque tous les hydrocarbures dans la rue. Mais que les consommateurs et les consommatrices soient des fonctionnaires (62,5%), des commerçants et commerçantes (75%), des paysans et paysannes (83,33%), des conducteurs et conductrices des taxis-moto (86,28%) ou des conducteurs et conductrices de tricycles (100%), la préférence de consommation est portée sur les hydrocarbures fraudés. Ainsi, parmi ceux qui consomment les hydrocarbures essentiellement auprès des détaillants, on remarque que le niveau d'instruction joue un rôle important. Quelques 12 consommateurs et consommatrices affirment, qu'ils ont l'habitude de s'approvisionner auprès des stations-service, mais cela ne représente que 8% des consommateurs et consommatrices. Les autres 18 consommateurs et consommatrices soit 12%, eux, utilisent les deux (2) sources en fonction des situations et des circonstances. Les résultats supposent que l'intérêt personnel est toujours mis en avant dans la consommation des hydrocarbures. Ces attitudes ont pour point commun le différentiel de prix sur le marché des hydrocarbures dans les deux (2) secteurs de commercialisation. Ce qui remet, une fois de plus, en cause la théorie d'Adam Smith de « main invisible » selon laquelle les intérêts individuels se coordonnent spontanément sur le marché et satisfont l'intérêt général. Toutefois, les débats autour de cette théorie guide à poser l'examen de l'objet de l'économie politique tout comme le même débat s'est posé dans la présente analyse entre la formalisation de l'économie informelle et le développement populaire à travers la pratique de la vente frauduleuse des hydrocarbures dans la ville de Zinder.

3.2. Les enjeux de la fraude des hydrocarbures dans la ville de Zinder

Les enjeux de la fraude s'articulent autour des perceptions des risques par les différents acteurs et différents impliqués (ées) dans la fraude des hydrocarbures à Zinder.

3.2.1. Les perceptions des risques « obsolètes » chez les vendeurs

Dans *Les Règles de la Méthode Sociologique*, Durkheim (1981) énumère au moins trois (3) caractéristiques du fait social parmi lesquels l'extériorité et la coercition. La fraude des hydrocarbures est qualifiable d'extériorité car, elle devient une création de la société. Cette activité illicite à Zinder est également contraignante dans la mesure où elle détermine les

comportements, les attitudes de cette société où la pratique de l'activité bénéficie de la reconnaissance et de l'acception populaire. La fraude des hydrocarbures devient un « bien collectif » dans le vocabulaire de Borlandi et al. (2005). Presque toute la population bénéficie de ses avantages. Dans le même sens, Bollier (2014, p. 27) comme s'il s'adresse exactement à la fraude des hydrocarbures dans la ville de Zinder, perçoit ces types d'activités en ces termes :

Certes, les communs impliquent des ressources physiques et intangibles de toutes sortes. Mais ils consistent, plus exactement, en la combinaison d'une communauté déterminée et d'un ensemble des pratiques, valeurs et normes sociales mises en œuvre pour gérer une ressource. Autrement dit, un commun, c'est : une ressource + une communauté + un ensemble des règles sociales.

Donc les acteurs et les actrices perçoivent ou disons négligent le risque qui est pourtant important. De ce fait, l'observation permet de comprendre et de faire les observations suivantes :

- ❖ La première remarque est celle qui a trait à l'institutionnalisation sociale de la fraude des hydrocarbures. Contrairement aux autres délits pourtant condamnés par la société, la fraude des hydrocarbures semble être acceptée à Zinder. Pourtant, selon les normes sociales et religieuses², la fraude est un acte non seulement condamnable du point de vue social, mais aussi un péché du point de vue religieux;
- ❖ La deuxième remarque est liée à la perception des risques liée doublement à la transaction des produits et à leur conservation domestique³. Cette observation permet de comprendre que les perceptions des risques sont « obsolètes ». Elles les sont dans la mesure où les transporteurs et les transporteuses et les vendeurs et les vendeuses se disent choisir « *mourir que de souffrir* ». Parra (2007) parle d'une activité risquée, mais dont le risque est amorti. Les informations issues de la recherche empirique soulignent que les acteurs et actrices lient les risques de la pratique de la fraude à « *ajal* » ou la fin de la vie. Autrement dit, Dieu a déjà prévu le début et la fin de la vie de chaque être humain dès la naissance. Avoir peur

² « Malheur aux fraudeurs ; qui, lorsqu'ils font mesurer pour eux-mêmes exigent la pleine mesure ; et qui lorsqu'eux-mêmes mesurent ou pèsent pour les autres, [leur] causent perte. [...] » (Coran LXXXIII, 1-3). La Bible aussi n'est pas en reste : « La balance fausse est en abomination à l'Éternel ; mais le poids juste lui est agréable. [...] Une fortune acquise grâce à des paroles frauduleuses : illusion fugace de gens qui cherchent la mort ! » (Proverbes 11.1, 21.6).

³ Les conservations domestiques sont des stockages qui se font généralement dans les maisons malgré tous les risques que cela comporte.

de la mort suppose nier le destin qui est incontournable puisqu'il relève de la volonté divine. Le raisonnement se fonde sur l'idée selon laquelle la mort représente le dernier degré du risque et que celle-ci trouve l'homme n'importe où et dans n'importe quelle circonstance dès que la fin de la vie d'une personne souffle. Cette logique des acteurs suppose un véritable défi à l'égard des autorités qui luttent contre la fraude des hydrocarbures au Niger. La situation de pauvreté, de la précarité de la vie et de la souffrance fait penser aux fraudeurs et fraudeuses de « *mourir que de souffrir* ». A la question de savoir si les risques liés à la transaction des hydrocarbures sont perçus ou pas, un vendeur homme de la ville de Zinder répond :

Dans tous les cas, même si tu abandonnes la vente d'essence à cause des risques, tu finiras par mourir. Tu vas mourir de faim, puis que tu ne gagneras rien. Donc, je crois que vaut mieux mourir que de souffrir car on ne peut pas échapper à la mort. Personne ne dépassera la ligne que Dieu lui a tracée. Dans n'importe quelle situation, quand la fin de ta vie sonne, tu mourras. Pour cette raison alors pourquoi avoir peur de la mort ? Cette vente d'essence est la seule activité qu'on peut entreprendre en tant que simple citoyen pour survivre.

- ❖ La troisième remarque permet de desceller l'influence de la fraude sur le fonctionnement des services publics. Dans le système fonctionnel, il existe un dysfonctionnement pour parler comme Merton (cité par Duran & Weil, 2012). Les services de l'État censés réprimer la pratique illicite sont défiés d'où la nécessité de méditer si la fraude des hydrocarbures est-elle alors officielle ou légale. Cette question elle-même est difficile à répondre car la position de l'État laisse croire que pendant un certain moment la réponse est affirmative. Mais à partir du mois de juillet 2018, l'État nigérien, sur toute l'étendue du territoire national, réactualise la loi et empêche, de nouveau, l'importation des hydrocarbures. Au contraire, les pressions exercées sur les acteurs et actrices ne font qu'augmenter l'engouement surtout pour l'importation des produits car l'activité de commercialisation à l'intérieur du pays n'est pas interdite. Les transporteurs grossistes disent gagner plus car les prix augmentent au Niger et restent inchangés au Nigéria. Le maximum de profit augmente les motivations des acteurs et actrices (à l'exception des consommateurs et consommatrices) qui gagnent « *plus de 200 000 F CFA de bénéfice en un seul convoi* » selon un transporteur et vendeur grossiste. Pendant cette période, c'est la course à la sorcière entre les agents hommes et femmes, sur instruction de l'État, et les acteurs

qui refusent de se conformer à la loi comme le justifient les photos ci-dessous :

Photo n°1 : un véhicule de transport a pris feu et Photo 2 : les sapeurs au secours du transporteur



Source : prise de vue ISSA, I., 2018 à Zinder.

Cette scène s'est exactement passée lors de début de notre enquête de terrain où, en tant que chercheur, la curiosité scientifique nous a attiré à comprendre l'efficacité des « nouvelles mesures » d'interdiction de la fraude au Niger et particulièrement dans la ville de Zinder. Les agents de contrôle et de répression ont durci la surveillance et les transporteurs persistent à importer les hydrocarbures. L'observation des faits donne l'impression que les autorités publiques ont perdu leur pouvoir sur les acteurs au regard des changements sociaux. On assiste à une sorte de *démoralisation* des individus. Mais en se référant aux profils socio-démographiques des acteurs et actrices, surtout des vendeurs et vendeuses, on se rend compte que Melossi (2001, p. 2) a raison de dire que « *les classes sociales défavorisées n'adhèrent pas aux normes conventionnelles, elles ont les leurs propres* ». Les logiques des acteurs et actrices,

des vendeurs et vendeuses tout comme celles des consommateurs et consommatrices sont totalement en contradiction avec la loi. Il est vrai que Mendras (2001) affirme « *qu'il n'existe pas de société où la conformité aux règles, aux normes et aux valeurs serait totale* ». Le cas de la fraude des hydrocarbures au Niger a franchi le statut de clandestin, pour passer avec le temps, des vendeurs et vendeuses informels un peu plus visibles à celui de commerçants et commerçantes parallèles (Montcho, 2015). Mais peu importe sa qualification (d'informel ou parallèle), on se retrouve dans une société où les comportements sont non conformes aux lois et normes que les sociologues appellent la déviance. Ainsi, à travers cette analyse, on remarque que quelles que soient les réalisations faites par les fraudeurs et les fraudeuses, elles sont faites dans un contexte plein de risque.

3.2.2. Le degré de perceptions de risque des hydrocarbures

La notion « perception de risque » est définie par Royal Society (1992, p. 21) comme « *l'ensemble des croyances, des attitudes, des jugements, et des sentiments, mais aussi des valeurs socio-culturelles et des dispositions que les individus adoptent à l'égard des dangers et de leurs bénéfices éventuels* ». L'on peut tenter d'établir le lien entre cette définition et la réalité qui fait l'objet de cette étude : la fraude des hydrocarbures. Cette dernière est sans doute un danger au moins pour les acteurs et les actrices impliqués (ées) dans la commercialisation et le transport comme en attestent les innombrables pertes en vies humaines. En 2016 par exemple une dizaine des personnes ont été carbonisées à Tsaouni (village de la région de Zinder située sur la route de transaction) suite à une poursuite de la douane d'un transporteur qui aurait perdu le contrôle du volant. Le même scénario s'est également produit dans la ville de Zinder en 2018 où un transporteur perd la vie dans les mêmes conditions (voir photo ci-haut). Les exemples sont nombreux et le drame est loin du point culminant. Mais malgré ce risque, les transporteurs et transporteuses et les vendeurs et vendeuses s'activent dans la pratique de cette activité. Cela voudrait-il dire que ces acteurs et actrices ne perçoivent-ils pas ce risque ? Si oui à quel degré ? Comment peut-on analyser les perceptions de risque de ces acteurs et actrices ?

Tableau 2: répartition des perceptions des degrés des risques par les vendeurs et les actrices

	Effectifs	Pourcentage
Très grave	28	18,7
Grave	63	42,0
Plutôt grave	22	14,7

Pas grave	21	14,0
Pas du tout grave	16	10,7
Total	150	100,0

Source : enquête de terrain février 2019.

L'observation des résultats contenus dans le tableau permet de s'inscrire dans la perspective de Raude (2007) qui considère que le risque produit le paradoxe qui lui-même constitue une transgression manifeste du principe normatif dégagé par les mathématiciens et philosophes. Selon ces derniers, le comportement le plus rationnel face au risque consiste à choisir l'option qui maximise le gain espéré, c'est-à-dire la somme des gains multipliée par leur probabilité d'occurrence. Les informateurs hommes et femmes, dans leurs comportements observables, ne décrètent pas suffisamment cette peur, qui, du point de vue quantitatif semble importante. Lorsque 18,70% des vendeurs et vendeuses et transporteurs et transporteuses supposent que le risque dans le transport et la conservation des hydrocarbures est « très grave », 42%, eux, supportent que celui-ci est « grave ». Ce qui implique une sorte d'irrationalité dans la logique des acteurs et actrices qui pratiquent la fraude des hydrocarbures. C'est peut-être le « goût sentimental » des 14,70% des informateurs hommes et femmes qui seraient dans une situation médiane ou plutôt mitigée qui ne valorisent ou dévalorisent le risque dans la pratique de la fraude. On se retrouve dans ce cas, dans la perspective des partisans de la théorie de déraison populaire qui fondent l'hypothèse que les peurs collectives ne sont pas proportionnelles aux risques objectifs.

En effet, la perception des risques pour la santé et l'environnement n'aurait aucun support avec la réalité statistique des menaces auxquelles ils sont confrontés. Dans cette perspective, le rétablissement des « faits » qui repose sur l'évaluation objective et rationnelle des risques contre l'appréciation statistique et profane des vendeurs et vendeuses pourrait conduire contre ce que Piron (2016) dénomme « justice cognitive ». A contrario, 37 enquêtés soit 24,70% se situent dans un positionnement de mépris de risque. Pour eux, l'évaluation des risques sanitaires et environnementaux serait proportionnelle à leurs comportements quotidiens et aux motivations fortement développées dans la pratique de la vente des hydrocarbures. En général, la compréhension des perceptions des risques fait l'objet de plusieurs recherches en sciences sociales dont la psychologie sociale, l'économie et l'anthropologie. Le consensus est loin d'être établi entre les scientifiques.

4. Discussions

Cette sous-partie s'intéresse à la clarification du concept du développement et des perceptions des acteurs et actrices du développement.

4.1. Autour de définitions du concept du développement et objet des discussions

Pour Perroux (1991, p. 155), le développement « *est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rende apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global* ». Mais au-delà de cette dimension du développement, le *Dictionnaire Universel de Hachette* (1998) à travers une vision diachronique du concept, note que : « *le développement a été décrit comme une succession d'étapes (les cinq étapes de W. W. Rostow) qui diffèrent à des degrés divers par la forme d'organisation de la production et des échanges* ». Aussi, souligne-t-il que « *les pays en développement ont adopté une vision micro-économique et globale qui inclut la dimension humaine et intègre l'économie et l'écologie, le naturel et le culturel* ». Dans cet ordre d'idée, plusieurs auteurs se sont appliqués à définir le phénomène en y insérant à chaque fois, suivant le contexte qui prévaut ou par souci d'originalité, une dimension adaptée au courant paradigmatique du moment. Notre réflexion ici n'est pas une tentative d'ajouter une version supplémentaire à la « mosaïque de définitions » consacrées à cette notion, encore moins un nouvel exercice d'analyse des théories développementalistes, elle se veut, tout simplement, mettre en rapport la conception du développement par les acteurs et actrices vendeurs des hydrocarbures à celle formelle du développement d'un État. La conceptualisation du développement depuis la deuxième guerre mondiale révèle des perspectives différentes (Légouté, 2001). À cet effet, la conception des vendeurs et vendeuses et des consommateurs et consommatrices des hydrocarbures met en exergue l'amélioration des conditions de vie de la population, et renvoie à la production de leur bien être relatif à la satisfaction des besoins fondamentaux. Leur vision du développement est proche de celle de Furtado (1989, cité par Lagoudé, 2001, p. 16) qui retient au moins trois (3) dimensions de l'idée du développement « *celle de l'accroissement de l'efficacité du système social, celle de satisfaction des besoins élémentaires de la population et celle de réalisation des objectifs auxquels aspirent les groupes dominants d'une société et qui rivalisent dans l'utilisation des ressources rares* ». Si les hydrocarbures fraudés sont considérés comme ces ressources, en quoi satisfont-ils les besoins fondamentaux de la population et quelles sont les conceptions développées autour de la notion du développement par ces acteurs ?

4.2. Les perceptions des acteurs de la question du développement

La fraude des hydrocarbures est considérée comme une activité informelle pour les uns ou parallèle pour les autres. Les économistes et les juristes s'en tiennent à la première appellation tandis que les sociologues, eux, préfèrent la deuxième. Les activités informelles ou parallèles sont celles pratiquées par des petites entreprises non immatriculées. En Afrique, ce secteur occupe la population non ou peu qualifiés. Avec les changements sociaux, il gagne de plus en plus les jeunes diplômés (ées) qui n'arrivent surtout pas à accéder à un emploi. Si cette activité sert de tremplin pour la population à faible revenu, en quoi alors constitue-t-elle un obstacle au développement ?

La question ci-dessus est répétée plusieurs fois au cours des entretiens avec les acteurs et actrices. L'étonnement est assez grand chez les consommateurs et consommatrices et les vendeurs et vendeuses quand l'État persiste à vendre les hydrocarbures à un prix assez élevé malgré la production du pétrole au Niger. Ils ne s'en convainquent pas de la logique des autorités à vouloir éradiquer vaille que vaille la fraude des hydrocarbures même s'ils comprennent l'enjeu. Devant l'incapacité de l'État à offrir de l'emploi aux jeunes comme le stipule l'article 24 de la Constitution nigérienne :

La jeunesse est protégée par l'État et les autres collectivités publiques contre l'exploitation et l'abandon. L'État veille à l'épanouissement matériel et intellectuel de la jeunesse. Il veille à la promotion de la formation et de l'emploi des jeunes ainsi qu'à leur insertion professionnelle.

Les acteurs et actrices fondent ainsi, leur rationalité à exercer cette activité car comme ils le disent en langue haoussa « *Allah ya kwata mumu* », autrement dit « *l'opportunité vient de Dieu qui est venu à notre secours* ». Certains vont dans le sens de conflit d'intérêt pour assimiler le développement du pays à leur propre réussite sociale. Pour dire que le développement économique des acteurs impliqués dans la fraude suppose le développement du pays. Or, directement ou indirectement, presque tout le monde est impliqué.

D'autres acteurs et actrices avertis (es) de la logique formelle de la marche et de la gestion économique d'un pays, ont à l'esprit que la fraude constitue un obstacle au développement mais considère que cette activité est « *un mal nécessaire* » ou « *un mal utile* » pour reprendre l'expression de Montcho (2015). Gérard (1992, p. 1248) part plus loin pour considérer ces genres d'activités informelles comme « *une religion du remède à la crise* » ou « *un schéma dualiste marxiste ou libéral* ». À partir de là, on commence à douter de la frontière nette entre le secteur formel et le secteur informel. Le doute semble être fondé dans le cas de la fraude des hydrocarbures au Niger et à Zinder, particulièrement où le secteur informel emploie un nombre important

des jeunes. La particularité de la ville de Zinder c'est qu'elle se trouve sandwichée entre les zones à « conflits religieux », d'un côté par le Nigéria où se trouve le foyer de Boko Haram et la région de Diffa au Niger, de l'autre. Notons bien que jusqu'ici la région tout comme la ville de Zinder n'a enregistré aucune attaque. Si cette dernière affirmation requiert la vanterie, le mérite pourrait être alloué aux activités informelles dont la vente des hydrocarbures occupe une frange importante des jeunes de la région. C'est dans cette lancée que le président nigérien Issoufou Mahamadou insiste dans ses discours que « *le lien entre le développement et la paix est désormais établi* ». L'analyse du contenu des opinions d'un grossiste vendeur centre le débat en proposant une solution alternative qui consiste à restructurer l'activité de commercialisation illicite des hydrocarbures au Niger. Sa compréhension des choses va dans le sens de la remarque suivante :

Je sais que l'activité que nous menons est contraire à la loi. Je suis aussi conscient qu'elle est contre le développement de notre pays si on s'en tient aux explications des autorités. Mais cette activité contribue au maintien de la jeunesse contre les conflits. Beaucoup des vendeurs prennent en charge plusieurs personnes à leur charge et contribuent à la prise en charge des frais de scolarité de leurs frères et sœurs. Je crois que ça aide le pays à se développer. C'est pourquoi, moi je pense que vaut mieux que l'État puisse créer d'autres alternatives pour qu'il profite de la commercialisation illicite des hydrocarbures. Nous payons de 16 000 à 17 000 F CFA sur la route de transport, ce qui ne profite pas à l'État car nous savons que les agents remplissent seulement leurs poches (vendeur grossiste marié à deux femmes, père de deux enfants et âgé de 32 ans).

La vente frauduleuse des hydrocarbures n'a pas été une préoccupation de l'État nigérien pour qu'une politique spécifique soit imaginée, les méthodes traditionnelles sont celles de « tracking » des acteurs par des mesures de répression violente. Les propos de ce vendeur sont porteurs de sens car en dehors des solidarités, des liens familiaux qui empêchent l'aboutissement de lutte contre la fraude, l'État mise sur la stratégie de l'auto-emploi par les vendeurs, même si officiellement, aucune reconnaissance n'a été admise. Les vendeurs et les vendeuses obéissent seulement « *à des normes sociales qui déterminent le contenu de leurs choix (...), ces normes sociales existent dans tous les domaines de l'interaction et des choix personnels* » (Demeulenaere, 2003, p. 55).

Bref, les acteurs et les actrices considèrent que le lien entre le développement et la fraude au Niger est discutable. Si la fraude constitue un « crime » contre l'économie de l'État, le souci posé reste à rechercher dans la définition de ce qu'on appelle économie de l'État. L'argent versé aux agents de contrôle sous forme de corruption aurait dû être versé à l'État si l'activité

avait été réorganisée par les autorités. Par contre, les importantes réalisations issues de ces économies gagnées par les acteurs ne font pas augmenter la capacité du pouvoir d'achat des individus, or cette variable est prise en compte dans le calcul de l'Indice du Développement Humain (IDH) de PNUD dans le classement des pays. Ce qui nécessite une réflexion de la part de l'État qui n'arrive ni à régulariser l'activité, ni à l'abolir encore moins à profiter de son avantage direct. L'important progrès réalisé par les vendeurs et même par les consommateurs n'est malheureusement pas comptabilisé, il participe à un développement uniquement diffus de façon quantitative. Le développement doit une fois de plus intégrer les réalités et les spécificités sociales, culturelles et religieuses, car on est en face de la limite pure et simple des théories dites du développement.

Conclusion

Cet article donne le moyen de comprendre les enjeux de la fraude à Zinder. Cette ambivalence conduit le lecteur dans une situation où il sera amené à tenter un jugement entre la réussite et les conséquences néfastes que pourraient engendrer le développement des comportements illicites et les caractéristiques contestataires des acteurs. La tendance des comportements des acteurs et actrices qui rendent de plus en plus les risques désuets malgré la lutte contre cette pratique est souvent soldée par des morts. La réussite sociale, le degré de satisfaction et les réalisations effectuées par les acteurs en constituent quelques-uns des facteurs de motivations qui effacent la souffrance des acteurs et les encouragent car ils sont pris entre « *le marteau et l'enclume* ». La pression de la pauvreté et le chômage endémique des jeunes obligent un choix et conduisent les vendeurs à se remettre à Dieu.

Références bibliographiques

- AMEGNA Komla & NANOINI Damitonou, 2017, «La prolifération des points illicites de vente d'essence dans la ville de Kara au Togo quelles implications socio-économiques et politiques?», in *Espaces, Sociétés et développement subsaharienne: Mélanges offerts en hommage au Professeur Antoine Koffi AKIBODE*, Université de Lomé, Presses Universitaires de Lomé, p. 91-113.
- BASTID Jean & DEMUMIEUX Jean-Pierre., 1976, *Les douanes*, Paris, Puf, *Que sais-je ?* (Vol. 1-n°846, 3e éd.), Paris, PUF.
- BOLLIER Davis, 2014, *La renaissance des communs pour une société de coopération et de partage*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer.
- BORLANDI Massimo & BOUDON Raymond, 2005, *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris, PUF.

- CAUPIN Vincent, 1997, *Les Flux d'Hydrocarbures entre le Niger et le Nigéria : Formes, Estimation, Déterminants et Impact sur l'Économie du Niger*. Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération.
- DEMEULENAERE Pierre, 2003, *Les normes sociales entre accords et désaccords*. Paris, PUF.
- DURKHEIM Emile, 1981, *Les règles de la méthode sociologique* (20e édition). Paris, PUF.
- DURAND Jean-Pierre & ROBERT Weil, 2012, *Sociologie Contemporaine*. Paris, Dupli-print.
- GERARD Simon, 1992, « Cahiers d'Histoire et de philosophie de sciences » In *Actes de colloque : Les procédures de preuve sous le regard de l'historien des sciences et es techniques* (Lille, 1991), Paris, Belin.
- GREGOIRE Emmanuel, 1992, « L'encadrement et insertion des jeunes, par les filières marchandes et religieuses dans une ville sahélienne (Maradi Niger) » in *actes de colloque : Jeunes, Ville, Emploi : quel avenir pour la jeunesse africaine ?*, Paris : Ministère de la coopération et du développement.
- GONÇALVES Rafael Soares, 2017, « L'informalité comme une ressource urbaine ? Le cas des favelas de Rio de Janeiro », *EchoGéo* [En ligne] consulté le 02 Mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14872> ; DOI : 10.4000/echogeo.14872.
- JACQUOT Lionnel & BALZANI Bernard, 2010, *Sociologie du Travail et de l'Emploi*, Paris, Ellipses.
- ISSA Issoufou, 2018, « La vente frauduleuse des hydrocarbures chez les jeunes de la ville de Zinder, un obstacle au développement ? », n *Nazari* (p. P 109-108). Université de Niamey, Laboratoire d'Étude et de Recherche en Philosophie, Culture, Communication et Société (LERPHICCS).
- LEFEBRE Henri, 2006, « Les métamorphoses planétaires de l'urbain » In *Manière de voir Banlieues*.
- LEGOUTE Jean Ronald, 2001, « Définir le développement : Historique et dimensions d'un concept plurivoque » In *Cahier de recherche*, groupe de recherche sur l'intégration continentale, Université du Québec à Montréal, vol.1, n°1,
- LEMIEUX Nicola, 1990, *insertion et identités professionnelles*, Canada : Conseil de Recherche en Sciences Humaines (CRSH).
- MELOSSI Dario, 2001, *Le crime de la modernité, sanctions, crime et migration en Italie (1863 1997)*, Sociologie et sociétés,

- , http://www.erudit.org/revue/socsoc/2001/v33/n1/001494a_r.pdf
[En ligne] consulté le 12/01/2019.
- MONTCHO Bruno, 2015, Commercialisation de l'essence Kpayo à Cotonou : Déviance ou débrouille. Thèse de Doctorat Université D'ABOMEY-CALAVI (UAC), Cotonou.
- MENDRAS Henri, 2001, « Sociologie de l'emploi féminin. » in *Observations et diagnostics économiques*, Revue de l'OFCE, n°77.
- PERROUX François, 1991, *L'économie du XXe siècle*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 814 p.
- PIRON Florence, REGULUS Samuel, & DJIBOUNE MADIBA Marie Sophie, 2016, *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Éditions Science et bien commun. [En ligne] Consulté le 12 Mai 2019 à l'adresse <http://journals.openedition.org/lectures/23358>.
- RAUDE Jocelyn, 2007, « La perception du risque : théories et données empiriques » In *Revue des sciences sociales, risque entre fascination et précaution* (Vol. n°27, p. pages 21-27). Paris, Ecole des hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).
- Royal Society, 1992, *Risk analysis, perception and management*, Londres, Royal Society.
- WINTER Gérard, 1984, « Deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires », in *Cahiers de l'O.R.S.T.O.M*, Série Sciences Humaines, Paris, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), vol, pp 20 (1), p 17-24.